

CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN

À bout de souffle... et de nerfs

Tatiana Salvan

Depuis bientôt deux ans, la guerre ravage Gaza. Les bombardements incessants perpétrés par l'armée israélienne, les blocus et les entraves à l'aide humanitaire mettent à genou la population ainsi que le personnel soignant et les humanitaires, dont le travail devient quasi impossible. Médecins sans frontières, qui emploie à Gaza 949 personnes locales et y a déployé 34 internationales, continue d'agir sur place. Mais la frustration face à l'inaction des puissances occidentales est plus forte que jamais.

Voilà 25 ans que Médecins sans frontières intervient dans la bande de Gaza, cette zone enclavée de 40 kilomètres de long et de six à douze kilomètres de large sous blocus israélien, avec le soutien de l'Égypte, depuis près de 20 ans. Les équipes de l'ONG y apportaient le système de santé local, déjà sous pression, et offraient une prise en charge globale aux personnes souffrant de traumatismes et de brûlures : chirurgie, kinésithérapie, soutien psychologique, ergothérapie, éducation sanitaire. Mais la situation a basculé à la suite des attaques perpétrées par le Hamas le 7 octobre 2023, avec l'offensive israélienne qui s'est ensuivie et les bombardements intenses et incessants menés depuis lors sur le territoire palestinien par l'armée israélienne.

Ainsi, d'après une étude réalisée par MSF à partir de données collectées tout au long de l'année 2024 dans les établissements de santé où ses équipes interviennent, et publiée le 1er août dans la revue médicale de référence « The Lancet », les armes explosives sont aujourd'hui responsables de la majorité des blessures de guerre à Gaza. De fait, 83 % des soins dispensés par MSF ont concerné des blessures causées par des bombes et des obus, suivies par celles liées aux armes à feu (11,3 %) et aux brûlures (3,8 %). Près de 30 % des patient·es étaient des enfants de moins de 15 ans (dont un tiers étaient âgé·es de moins de cinq ans) et 32 % étaient des femmes. Des chiffres en deçà de la réalité, précise le rapport, puisqu'ils ne tiennent pas compte des personnes décédées ou soignées sur le lieu d'impact, et que les données ont été recueillies dans des conditions difficiles au vu de l'état de destruction généralisée de l'infrastructure médicale et de l'accès limité à l'électricité, qui

rend compliqué l'accès aux données numériques ou même l'impression des dossiers des patient·es.

« Beaucoup de ces armes ne sont pas conçues pour être utilisées dans des zones urbaines densément peuplées, mais sur des champs de bataille ouverts. Elles provoquent souvent des traumatismes complexes chez les non-combattants et les populations civiles », alerte le Dr Amrish Baidjoe, coauteur de cette étude et directeur de LuxOR, l'unité de recherche opérationnelle de MSF au Luxembourg. L'explosion d'une bombe, quand elle ne tue pas immédiatement, peut en effet avoir des conséquences dramatiques sur la santé. D'abord, les blessures physiques sont souvent graves et nécessitent une prise en charge urgente et spécialisée : déchirures profondes, fractures ou encore brûlures sévères. Ensuite, il y a un risque d'infection, considérablement accru lorsque les traitements médicaux et l'hygiène sont insuffisants. Ces infections peuvent engendrer des complications sévères, comme la septicémie ou la gangrène, et peuvent également nécessiter des interventions chirurgicales – allant jusqu'à l'amputation – et des soins intensifs. « Nous avons observé des pourcentages élevés d'infection des plaies ; en moyenne, 18,3 % des patients venant dans les établissements de santé pour la première fois ont des plaies infectées », pointe MSF dans son rapport.

Mais comment bien soigner lorsque les populations sont constamment déplacées et que les médicaments et les équipements manquent ? Selon l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), près de 60 % des fournitures médicales essentielles sont aujourd'hui en rupture de stock. « Les traitements contre l'hypertension, les infections, les maladies parasitaires, les affections oculaires ou cutanées, ainsi que les antibiotiques pour adultes sont devenus inaccessibles », alerte-t-elle. Le blocus imposé par l'État hébreu et l'entrée au compte-gouttes des fournitures médicales, dont beaucoup sont considérées par les autorités israéliennes comme des biens à double usage, c'est-à-dire susceptibles d'être détournés à des fins militaires, rendent la réponse humanitaire bien insuffisante face aux besoins considérables de la population. Pour MSF, qui dénonce une « pénurie orchestrée par les autorités israéliennes » de nourriture, de

médicaments et de carburant, il s'agit purement et simplement d'une violation directe de la résolution 2720 du Conseil de sécurité des Nations unies. « Le matériel est là, aux frontières », rage Amrish Baidjoe. « Impossible de faire une IRM ou une radio pour voir les dégâts et opérer convenablement. Des patients – y compris des enfants – sont opérés sans anesthésiants, sans antalgiques ! Faute de moyens, il est aussi difficile de nettoyer correctement des blessures ouvertes. Notre personnel a dû faire bouillir des bandes pour les stériliser, quand il aurait fallu changer les pansements ! », rapporte-t-il.

« Nous sommes également confrontés à beaucoup d'obstacles logistiques et à des restrictions administratives arbitraires : procédures opaques, suspensions et restrictions de visas pour le staff international, qui ne peut entrer qu'une seule fois sur le territoire, etc. », ajoute-t-il.

Résultat ? « Une prestation de soins sous-optimale » et, aussi en raison du manque de lits, une sortie anticipée des patient·es, qui aggrave encore le risque de développer des infections des plaies. La pénurie de pansements, le manque de laboratoires de microbiologie – les analyses sont indispensables pour déterminer quelles bactéries traiter –, le manque d'antibiotiques et la résistance aux antibiotiques, faute de recevoir le traitement approprié, forment un cocktail explosif à cet égard. Le Bureau of Investigative Journalism, une ONG britannique, décrit dans un récent article la « crise d'infections » à laquelle font désormais face les hôpitaux de Gaza : « Les médecins nous ont dit qu'une grande proportion de patients qui sont opérés développent par la suite des infections, l'un d'eux plaçant le nombre à '50-60 %'. Quant aux autres maladies, notamment les maladies chroniques – comme le diabète – ou les cancers, elles ne sont tout simplement plus traitées. »

Mais les armes explosives présentent un autre risque, souvent oublié, de problèmes de santé chroniques à plus long terme, en raison de l'inhalation de poussières et d'autres substances toxiques dues aux débris. « On n'en parle pas suffisamment, mais les destructions à grande échelle des bâtiments peuvent avoir des effets graves sur la santé et entraîner le développement de maladies respiratoires et de cancers », rappelle Amrish Baidjoe. « Nous l'avons constaté dans le cas des

Dr Amrish Baidjoe, directeur de LuxOR, l'unité opérationnelle de MSF au Luxembourg.



© MSF

Faute de lits en nombre suffisant, les couloirs et les espaces extérieurs de l'hôpital Nasser, dans le sud de Gaza, sont remplis de patient·es.

attentats du 11 Septembre par exemple. Si la guerre à Gaza cessait immédiatement, il y aurait encore des personnes développant des maladies liées à cette guerre dans 10 ou 20 ans ». Or, l'ampleur des destructions à Gaza est considérable. Les Nations unies estimaient, il y a plus d'un an déjà, « que 60 à 70 % de tous les logements à Gaza, et jusqu'à 84 % des logements dans le nord de Gaza ont été soit entièrement détruits, soit partiellement endommagés ». Les centres de santé eux-mêmes ne sont pas épargnés. L'OMS a enregistré 697 attaques contre des établissements de santé à Gaza entre octobre 2023 et mai 2025. Ce lundi 25 août, une double frappe sur l'hôpital Nasser de Khan Younès a encore tué plus de 20 personnes, dont quatre soignant·es et cinq journalistes. « C'est terrible que les centres de santé soient visés, car les gens rejoignent les hôpitaux non seulement pour recevoir des soins médicaux, mais aussi pour y trouver refuge, car ce sont des territoires neutres. Or, à Gaza, il n'y a plus aucun lieu sûr », commente Amrish Baidjoe.

Un quart de la population touché par la famine

« La malnutrition est aussi un gros problème », ajoute-t-il. Le 22 août, l'ONU a officiellement déclaré la famine dans la ville de Gaza, une première au Moyen-Orient depuis 20 ans. Elle a averti que 500.000 personnes, soit un quart des habitant·es de l'enclave, se trouvent dans un état « catastrophique ». « Les conditions de famine sont pour l'heure cantonnées aux environs de la ville de Gaza, dans le nord du territoire. Mais elles devraient s'étendre à Deir Al-Balah, dans le centre du territoire, puis Khan Younès, dans le sud, d'ici la fin septembre », précisent les Nations unies, qui attribuent la responsabilité de cette situation à Israël, lequel rejette sans surprise l'accusation. « Comme au Luxembourg, il y a des endroits plus riches, où les gens sont en mesure de tenir plus longtemps, et des endroits plus pauvres, où la situation se dégrade plus rapidement », souligne Amrish Baidjoe, avant de préciser : « La malnutrition a diverses conséquences, qui n'apparaissent pas du jour au lendemain. Les photos montrant des corps décharnés indiquent un état déjà très



avancé de malnutrition. Mais il y a différentes phases : les déficiences en nutriments rendent d'abord les gens plus sensibles aux infections, aux diarrhées, aux problèmes respiratoires, leur système immunitaire n'étant plus aussi efficient. Ils peuvent en mourir. La malnutrition a aussi un impact sur le développement des enfants, de leurs organes, dont le cerveau. Or, les formules nutritives ne sont pas autorisées à entrer à Gaza, alors que les enfants, les femmes enceintes et allaitantes en ont besoin. »

L'ONU et de nombreuses ONG, dont MSF, dénoncent l'utilisation de la faim comme arme de guerre par Israël : 98 % des terres agricoles ont été détruites, et lorsque l'aide humanitaire n'est pas complètement bloquée, les quantités autorisées à entrer sur le territoire sont dérisoires. De surcroît, depuis la mise en place en février 2025 du nouveau dispositif de distribution d'aide alimentaire par la Fondation humanitaire de Gaza (Gaza Humanitarian Foundation, GHF), soutenue par Israël et les États-Unis, le chaos règne aux points de distribution. Des civil·es palestinien·nes ont même été abattu·es par des tirs israéliens. Plus de 200 ONG ont dénoncé un « piège mortel ». Entre mai et juillet 2025, plus de 800 personnes ont été tuées lors de la distribution d'aide et des milliers d'autres ont été blessées. « Je confirme ces faits », déclare Amrish Baidjoe. Entre le 7 juin et le 24 juillet 2025, deux centres de santé exploités par MSF ont ainsi reçu 1.380 personnes (dont 28 déjà mortes) qui avaient été

blessé·es sur ces sites de distribution, dont 174 par balle. Pour MSF, « il ne s'agit pas d'aide, mais d'un meurtre orchestré ».

Évidemment, l'impact psychologique de cette guerre est lui aussi énorme. « Tout le monde a perdu quelqu'un à Gaza », glisse Amrish Baidjoe. « Cela aura un impact considérable à l'avenir. Ces enfants auront des enfants, et nous avons vu la portée du traumatisme intergénérationnel dans d'autres génocides. » Un acronyme a même fait son apparition pour décrire la terrible situation des enfants à Gaza : WCNSF, pour « wounded child, no surviving family » (enfant blessé, sans famille survivante). En avril 2025, plus de 39.000 enfants avaient perdu un ou leurs deux parents depuis octobre 2023. « C'est une image très typique à Gaza, mais qui s'explique par le fait que les enfants, surtout les plus petits, sont souvent les seuls à survivre lors d'une explosion, car les parents se mettent sur eux pour les protéger et parce qu'ils parviennent à se cacher dans les débris », explique Amrish Baidjoe.

Le personnel soignant et humanitaire n'est pas épargné. Entre le début de la guerre et la mi-mai 2025, plus de 1.400 professionnel·les de santé et au moins 418 travailleur·euses humanitaires ont été tué·es, indique MSF, qui, pour sa part, a perdu 12 de ses membres. « C'est extrêmement difficile moralement pour les collègues, d'autant que la situation s'inscrit dans la durée. Toutes les horreurs dont ils sont témoins, les conditions de travail,

le fait de ne pas savoir si vos collègues ou vous-mêmes serez encore en vie le lendemain sont traumatisants. Tous les médecins qui ont été en poste là-bas et ont pourtant l'expérience des zones de guerre déclarent n'avoir jamais rien vu de tel », s'émeut Amrish Baidjoe. D'où la difficulté pour le woxx d'obtenir des témoignages directs de ces médecins, qui rentrent affaibli·es physiquement et psychologiquement de leur mission et sont sursollicité·es à leur retour.

La frustration aussi est énorme face à l'inaction des leaders politiques occidentaux. MSF s'est associée à plusieurs reprises avec d'autres ONG pour dénoncer une situation intolérable et appeler les dirigeant·es à prendre des mesures à l'encontre des agissements d'Israël. « Tout le monde a bien vu que des lignes rouges ont été franchies, à plusieurs reprises et largement ! Nous assistons à un génocide diffusé en direct. Mais ils ne font rien », rage Amrish Baidjoe. « Le geste médical est neutre : refuser les soins et la nourriture aux populations, c'est une violation de la loi humanitaire internationale. Si cette situation devient la nouvelle normalité, nous allons à l'encontre de graves problèmes. La loi humanitaire internationale est justement là pour protéger les civils et les hôpitaux lorsque les circonstances deviennent extrêmement compliquées. Nous ne nous tairons pas sur la situation de Gaza. Il ne faut pas confondre neutralité et silence. Nous continuerons de dénoncer l'injustice toutes les fois que nous la constaterons. »